

N°1306

du 04
FEVRIER
2020



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

SOCIETE

- Après le lancement des travaux **Le nouveau bâtiment principal du marché d'Adawlato attendu dans 18 mois** (P.6)
- Routes, Stades, Marché... **Ces infrastructures qui changent des vies dans la préfecture de Kpèlè** (P.3)

INVESTISSEMENT

- Entreprise spécialisée dans la gestion de la relation client **Interstis Togo démarre ses activités en avril 2020** (P.4)

VOLONTARIAT

- Mise en place d'un cadre de concertation des organisations de volontariat au Togo, **Les acteurs s'imprègnent des travaux préparatoires** (P.6)

COOPERATION

- En marge de la Réunion de haut niveau ACP-UE **L'axe Lomé-Helsinki vise notamment le PND** (P.3)

P.6 Présidentielle "vingt-vingt"

LE TEMPS DES RÉVÉLATIONS A COMMENCÉ

Agbéyomé
étaie sa
gouvernance
sous
Gnassingbé
Eyadéma



Dr Agbéyomé Messan Kodjo,
Candidat à l'Élection présidentielle 2020

P.3 Message d'exhortation et de mise au point des Evêques du Togo

Appui ou désaveu des candidats: membres du clergé, abstenez-vous !

P.4 Au séminaire régional sur le contentieux électoral

La validité de la Cour Constitutionnelle de 7 membres a été évoquée

AZIMUTS INFOS

La plus vieille forêt fossile du monde découverte en Chine

D'une superficie de 250.000 mètres carrés, une forêt primitive datant de 360 millions d'années vient d'être découverte dans l'est de la Chine. Peuplée d'une unique espèce, elle n'avait pas grand chose à voir avec nos forêts actuelles mais a joué un rôle biologique important.

Ne vous imaginez pas une jungle tropicale ou des rangées de magnifiques chênes-lièges : la forêt primitive découverte dans une mine à côté du village de Jianchuan dans le Xinhang (est de la Chine) ressemblait davantage à un marécage herbeux qu'à nos forêts actuelles. Décrite dans la revue *Current Biology*, cette forêt fossile datant du Dévonien supérieur (entre 360 et 375 millions d'années), était constituée de lycophytes, les plus anciennes plantes vasculaires connues. Ces dernières, qui ne possèdent ni graines ni fruits, se reproduisent via des spores. Aujourd'hui réduites à des herbes de quelques centimètres de haut, les lycophytes pouvaient autrefois mesurer jusqu'à plusieurs mètres, à l'instar de *Guangdedendron micrum*, l'unique espèce de la forêt de Xinhang, dont la taille variait entre 1 et 7 mètres.

De petits arbres très denses en bord de littoral

"Avec une grande densité et une petite taille des arbres, la forêt de Xinhang devait être très semblable à un champ de canne à sucre", suggère Deming Wang, professeur à l'université de Pékin et principal auteur de l'étude. Située près de la ligne de l'équateur de l'époque, la forêt a poussé dans un milieu côtier. Avec son système racinaire avancé, *Guangdedendron micrum* a pu jouer un rôle de stabilisation du littoral à la manière de mangroves actuelles. D'après les auteurs, l'existence de forêts de cette taille pourrait expliquer la chute du niveau de CO2 atmosphérique observée à cette époque.

Deux autres forêts fossiles datant du Dévonien ont déjà été découvertes aux États-Unis et en Norvège, mais celle-ci les dépasse de loin en superficie (250.000 mètres carrés) et en nombre d'arbres.

Les chiens savent-ils compter ?

Pour compter et calculer, nous nous appuyons sur une sensibilité à l'information numérique que les chercheurs appellent numérosité. Et, selon de récents travaux, nos amis les chiens jouiraient naturellement de cette même sensibilité aux nombres.

Au sens où on l'entend communément, il n'est pas certain que les chiens savent compter. Cependant, ils sont capables de traiter des quantités numériques de base, de manière naturelle -- sans avoir besoin d'un apprentissage --, en s'appuyant sur des régions neuronales bien définies. Les mêmes que celles qui sont sensibles aux nombres chez les humains. C'est la conclusion de travaux menés par des chercheurs de l'université Emory (États-Unis).

L'imagerie par résonance magnétique fonctionnelle (IRMf) de cerveaux de chiens a en effet montré que le cortex pariétotemporal répondait à des différences de nombre de points flashés sur un écran. Or, chez l'être humain, le système de numérotation approximative -- qui permet d'estimer rapidement une quantité d'objets dans une scène --, présent même dans la petite enfance, est également localisé dans le cortex pariétal.

Percer les secrets de l'évolution

Cette sensibilité de base à l'information numérique, connue sous le nom de numérosité, ne repose pas sur la pensée ou la formation symbolique et semble être répandue dans tout le règne animal. Cependant, jusque là, une grande partie de la recherche chez les non-humains avait impliqué une formation intensive des sujets.

"La compréhension des mécanismes neuronaux -- à la fois chez l'Homme et entre les espèces -- nous donne un aperçu de la façon dont notre cerveau a évolué au fil du temps et de la façon dont il fonctionne maintenant", explique Stella Lourenco, professeur de psychologie à l'université Emory. Et ces derniers résultats suggèrent qu'un mécanisme neuronal commun a été profondément conservé à travers l'évolution des mammifères.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression

Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme

Guillaume BOGLA

Spectacles

Diotime et les lions à l'IFT de Lomé

Diotime est issue d'une grande lignée familiale, dont les plus lointains ancêtres étaient des lions. Elle grandit, elle rêve de participer à la guerre rituelle qui oppose une fois par an, pendant deux jours et une nuit, les lions et les humains. Mais cette tradition ancestrale exclut les femmes du combat. Le soutien de son grand-père et la bataille avec les fauves vont transformer Diotime, modifier ses croyances et fonder sa puissance. L'aventure initiatique de Diotime révèle les liens qui nous unissent à nos ancêtres et notre relation à la liberté, à l'animal, au vivant. Cette oeuvre d'Henry Bauchau déploie un regard

subversif sur les rôles qui nous sont assignés dans la société.

Introduit par un rituel d'avant spectacle, Diotime et les lions est un spectacle visuel, chorégraphique et musical dans lequel les spectateurs accompagnent les danses et les chants de Céline Cartillier et la création musicale de Nicolas Devos et Pénélope Michel. L'espace scénique est organisé comme un atelier ouvert où s'entrelacent récit, images projetées, lumière, danses d'hommes et de lions, chant et musique.

5 FÉVR. / 18H00 | ENTRÉE :
1.000 FCFA - LOMÉ



Nécrologie

La reine du suspense Mary Higgins Clark est morte

L'écrivaine américaine Mary Higgins Clark, "reine du suspense" et l'une des écrivaines les plus vendues au monde, est morte à Naples, en Floride, à 92 ans, après avoir enchaîné les best-sellers malgré un début de carrière difficile.

Elle a écrit une cinquantaine de livres écoulés en près de 300 millions d'exemplaires, dont plus de 25 millions en France selon son éditeur, depuis son premier grand succès en 1975, *La maison du guet* (*Where Are the Children?*), considéré comme l'un des cent meilleurs livres policiers de tous les temps établi en 1995 par l'association des *Mystery Writers of America* et adapté au cinéma en 1986 par Bruce Malmuth. Le roman a été publié en France en 1984 chez Albin Michel.

Son dernier roman, *En secret* (*Kiss the Girls and Make Them Cry*), sur une histoire de harcèlement sexuel, s'est vendu à 55000 exemplaires en 2019 et son précédent, *Noir comme la mer*, s'est vendu à 121000 exemplaires en poche au Livre de poche.

Née à New York, dans le Bronx, le 24 décembre 1927, dans une famille modeste d'origine irlandaise très catholique, Mary Theresa Eleanor Higgins Clark dit avoir attrapé le virus de l'écriture à l'âge de 7 ans, avec des poèmes et des histoires pour les enfants. La Grande dépression et des drames familiaux la convaincront que le pire peut toujours arriver et c'est ce moment où tout bascule qu'elle aime décrire dans ses livres. Ses origines lui valent d'être introduite au Hall of Fame



des Irlandais notoires, de recevoir plusieurs distinctions chrétiennes, dont l'Ordre de Malte, et d'être nommée Légende du Bronx.

Dans un entretien, elle expliquait : "La littérature m'a sauvée. J'ai toujours voulu être une écrivaine célèbre. Pour l'argent bien sûr,

mais pas uniquement. Sans l'écriture, je ressens un vide abyssal. J'ai gagné suffisamment d'argent pour arrêter de noircir du papier. Mais que ferais-je? Je n'ai aucun talent pour le jardinage, toutes les fleurs que je plante connaissent une mort précoce."

Etranger :

L'écrivaine Asli Erdogan sera jugée pour propagande terroriste

Le procès d'Asli Erdogan en Turquie débutera le 14 février prochain, avec l'audition de l'autrice. Arrêtée le 16 août 2016, elle avait passé près de cinq mois en prison, sous des prétextes fallacieux. Ankara estimait qu'elle servait la propagande du PKK, le parti des travailleurs du Kurdistan. Les conséquences du coup d'État de juillet 2016 n'ont pas fini de se propager.

En juin 2017, Asli apprenait de la justice turque qu'elle avait l'autorisation de voyager, mais que son

procès serait maintenu. Libérée en décembre 2016, l'autrice n'était pour autant pas lavée des accusations qui pèsent : diffusion de propagande terroriste, d'après le président Recep Tayyip Erdogan (aucun lien de parenté), actuellement le pire des crimes.

À l'initiative de l'Alliance des femmes et de Kedistan, un appel à soutenir l'autrice a été diffusé.

Sur les cinq continents, en 2016, artistes, auteurs et autrices, intellectuel.les, défenseur.e.s des

droits humains, associations, éditeurs et éditrices, se sont mobilisés pour exiger la libération de la romancière Asli Erdogan emprisonnée en Turquie le 16 août, pour avoir écrit quatre articles dans le journal *Özgür Gündem*.

Ce procès en sorcellerie est une parodie de justice, et il ne pouvait en être autrement, alors que le gouvernement turc a embastillé de nombreux juges et juristes, et promulgué des décrets sous état d'ur-



gence, restreignant les possibilités de défense.

Festival

La Foire du Livre de Taipei décalée, pour cause de coronavirus

Le coronavirus 2019-nCoV poursuit son chemin dans le monde entier, avec un bilan qui s'alourdit jour après jour : 362 décès ont été recensés ce 3 février, avec au moins 17.480 personnes infectées, selon les informations. Dans ces conditions incertaines, la Foire du Livre de Taipei (Taiwan), qui devait se dérouler du 4 au 9 fé-

vrier prochains, est décalée au 7 mai.

La Foire internationale du Livre de Taipei ne se déroulera pas au mois de février 2020, en raison de l'épidémie mondiale connue sous le nom de coronavirus, apprend-on. Le ministère de la Culture de Taiwan a ainsi annoncé que cette édition aurait lieu entre le 7 et le 12 mai 2020.

Dans un communiqué, l'organisation de la foire explique que "les éditeurs taiwanais ont fait part de leurs inquiétudes quant aux effets du coronavirus sur la fréquentation des lecteurs. Ils ont suggéré au ministère de déplacer les dates de la foire." Une réunion avait eu lieu, le 29 janvier dernier, pour examiner la propa-

gation du virus et les risques encourus par les visiteurs et les participants lors de la Foire du Livre.

Environ 500.000 personnes se déplacent chaque année à la Foire du Livre de Taipei. 10 cas de contamination par le coronavirus ont été identifiés à Taiwan par les autorités.

Routes, Stades, Marché...

Ces infrastructures qui changent des vies dans la préfecture de Kpélè

* La Présidente de l'Assemblée nationale Chantal Tsègan a inauguré le marché moderne de Kpélè vendredi

Jean AFOLABI



Le nouveau marché de Kpélè ...

curité à nos marchandises face aux intempéries et aux vols. Ils constituent un levier pour l'accroissement des activités commerciales de la population marchande de toute la préfecture de Kpélè et de ses environs et offrent un meilleur accès à l'eau, à l'hygiène et à la salubrité dans le marché», a-t-elle ajouté.

«C'est un jour de joie pour toute la population de la préfecture de Kpélè. C'est à mettre à l'actif du Président Faure Essozimna Gnassingbé, dans sa politique de potentialisation des populations togolaises et de mise en place des infrastructures socio-économiques. Ceci pour booster le développement. Toutes ces actions s'inscrivent dans la droite ligne de la vision du Chef de l'État qui veut que chaque citoyen, puisse trouver un cadre adéquat pour pouvoir exercer dans les meilleures conditions les activités que cette personne a choisi. C'est pour nous une occasion en tant qu'élu de Kpélè, de dire merci au Chef de l'État, Président de la République,

du pays», a déclaré Yawa Djigbodi Chantal Tsègan.

Outre ce marché moderne, le gouvernement a mis à la disposition des populations de Kpélè d'autres réalisations. Il s'agit de la réhabilitation et du renforcement de la route nationale N°5 (Kpalimé-Atakpamé long de 105km), le stade municipal d'Adéta pour un coût total de 1,524 milliard de francs CFA. Plus encore la préfecture de a abrité en décembre 2019, la phase pilote de téléfood, un projet de création de mille (1000) nouvelles entreprises agricoles au profit des jeunes et des femmes du Togo. Récemment en janvier 2020, elle accueillit la grande finale de la coupe de l'union sur le stade de Gomido sis à Kpélè Kponvié, en présence du Chef de l'État, Faure Gnassingbé. Il faut également noter que des pistes rurales ont été également construites pour désenclaver certains villages. «Toutes actions démontrent à suffisance que le Président Faure Gnassingbé, se soucie du bien-être des populations de Kpélè tout



...inauguré par la présidente de l'Assemblée nationale

D'après la Directrice générale de l'ANADEB, Mme Mazalo Kantanga, les travaux de construction avaient démarré le 12 avril 2019, et ont duré six (06) mois avec un total de onze (11) entreprises recrutées sur une base concurrentielle. Et d'indiquer que cette infrastructure marchande viendra contribuer à l'amélioration du cadre de travail des commerçantes et commerçants, et régler les problèmes d'exiguïté, de précarité et de vétusté des ouvrages existants. «Ces nouveaux ouvrages offriront une plus grande sé-

à son gouvernement et à toutes les autorités surtout, à l'exécutif qui a pris sur lui de veiller à une mise en œuvre efficiente de ce projet. Nous avons inauguré un marché de très bonne qualité avec une réalisation d'une performance exemplaire. Donc, nous ne pouvons que remercier toutes les entreprises qui ont travaillé ici et encourager toute la population de Kpélè afin qu'elle fasse un bon usage de ce joyau et à accompagner le Chef de l'État dans sa politique de modernisation et de potentialisation de chaque fille et fils

âge et classe sociale», a renchérit la Présidente de l'Assemblée Nationale.

Il est noté que cet appui du gouvernement à la communauté de Kpélè relève du Programme de soutien aux microprojets d'infrastructures communautaires (PSMICO) piloté par l'ANADEB dans le but d'accompagner le processus de mise en place et de gestion des infrastructures socio collectives des communautés à la base.

Message d'exhortation et de mise au point des Evêques du Togo

Appui ou désaveu des candidats : membres du clergé, abstenez-vous !

Laté Pater

Les évêques du Togo remettent ça, après leur message du 21 novembre 2019. Mais le nouveau message a la particularité de marquer à demi-mot un désaveu vis-à-vis des initiatives et prises de position bien rangées de l'Archevêque Emérite de Lomé, Mgr Philippe Kpodzro. Le samedi 1^{er} février 2020, ce dernier a organisé et dit une messe d'investiture de son candidat dit «unique de l'opposition» à la paroisse Saint Kisito de Doumasséssé (quartier de Lomé). Au cours de la messe, le candidat Agbéyomé Kodjo et président du Mouvement patriotique pour la démocratie et le développement (MPDD) s'est vu remettre le drapeau togolais en guise de couronnement de l'initiative du prélat et de «symbole de la victoire au soir du 22 février prochain».

C'est une première. Et la scène divise l'opinion. Pour ceux qui la critiquent, l'église catholique a failli, par cet acte, à son rôle de neutralité ouverte vis-à-vis de la conquête ou de la conservation du pouvoir politique. Ce qui porte un coup à la laïcité du pays. Le nouveau message de la Conférence des évêques du Togo (CET), en date du 2 février 2020 (fête de la présentation de Jésus), semble leur donner raison. «Appui ou désaveu des candidats. Les évêques demandent aux membres du clergé d'éviter d'apporter leur appui ou de désavouer des candidats au cours des célé-

brations eucharistiques qui doivent plutôt être des moments de communion avec Dieu et avec les autres», écrivent les évêques qui ont jugé opportun d'adresser un message d'exhortation et de mise au point aux fidèles ainsi qu'à toutes les personnes de bonne volonté.

Que l'élection se déroule dans la paix, la transparence et la justice. A tous ceux qui choisissent d'aller voter, l'église catholique recommande de faire usage de ce droit dans la paix et le respect, exhorte toutes les institutions impliquées dans le processus électoral à assumer leur rôle dans la transparence, la justice, la vérité et le respect de la mission qui leur est assignée afin que celle-ci ne soit émaillée ni de fraudes ni d'aucune violence.

Par ailleurs, les évêques récusent les allégations du ministre Payadowa Boukpepsi pour refuser l'accréditation demandée par le Conseil Episcopal Justice et Paix en vue de déployer une mission d'observation électorale. «S'agissant des accusations de parti pris, la Conférence des évêques du Togo réaffirme qu'elle n'a jamais adopté de position partisane en faveur ou contre des partis politiques mais simplement appelé au respect de la justice et des valeurs démocratiques figurant dans la Constitution de notre pays (...) S'il se fait que ses affirmations sont partagées par certains partis politiques, cela ne signifie nul-

lement que la Conférence des évêques a été mandatée par ces derniers ou s'est prononcée de connivence avec eux, mais simplement que la vérité est la chose la mieux partagée». Mieux, par rapport au caractère supposé douteux du financement de la mission d'observation prévue, les évêques répondent aussi clairement : «l'observation qu'elle envisageait d'organiser était totalement gratuite et volontaire. Nulle part, il n'a été question de payer les bénévoles qui se sont inscrits pour une telle tâche citoyenne. Jamais le Conseil n'a demandé une contribution financière de la part des fidèles et n'entend pas le faire». En clair, la démarche n'est pas à confondre avec d'autres initiatives appelant les citoyens à mobiliser des fonds en faveur d'autres objectifs. Comme ce qu'a fait Mgr Philippe Kpodzro. Au finish, les évêques s'indignent par rapport aux «propos discourtois» qui évoquent des financements obscurs.

A noter que, le 31 janvier et le 2 février 2020, le parti présidentiel Union pour la République (UNIR) a aussi sollicité une prière musulmane, une messe catholique à la paroisse Notre Dame de la Rédemption de Bè-Klikame et un culte protestant au temple Apégamé de Lomé. En toute sobriété et dans le respect de la célébration eucharistique. Les célébrants ayant juste invité les uns et les autres à l'humilité et à l'obéissance à Dieu et ont insisté sur le respect des lois divines.

En marge de la Réunion de haut niveau ACP-UE

L'axe Lomé-Helsinki vise notamment le PND

Late Pater

En marge de la réunion du High Level Groups organisée par l'Union Européenne, le GIZ – l'organisme de coopération allemand – et la République de Finlande, le Prof. Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères, de l'intégration africaine et des togolais de l'extérieur, Chef Négociateur ACP, et son homologue finlandais Pekka Haavisto ont échangé vendredi 31 janvier à Helsinki, dans la capitale finlandaise, sur des questions d'intérêt commun liées à leur coopération bilatérale et à leur collaboration sur des sujets régionaux et multilatéraux, notamment l'avancement des Négociations ACP-UE et la lutte contre le terrorisme dans la région ouest africaine. Abordant les questions d'ordre bilatéral, les deux ministres se sont réjouis de l'excellence des relations d'amitié et de coopération qui unissent les deux pays depuis le 12 mai 2010 et ont réaffirmé leur disponibilité à collaborer étroitement pour l'approfondissement et le développement



Prof. Robert Dussey et Pekka Haavisto

de ces liens.

A ce titre, ils ont convenu de la signature prochaine d'un accord-cadre entre le Togo et la Finlande en vue de renforcer leur collaboration dans les domaines prioritaires du Plan National de Développement (PND) tels que les technologies de l'information et de la communication, l'agroforesterie, l'agriculture biologique, la métallurgie, l'éducation et les finances, a souligné un communiqué officiel conjoint. Examinant les questions de développement, Robert Dussey a justement fait connaître que le Togo a adopté en 2019 un Plan

National de Développement articulé autour de trois axes qui concernent la mise en place d'un hub logistique d'excellence et d'un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région ouest africaine, le développement de pôles de transformation agricole, manufacturier et d'industries extractives et la consolidation du développement social ainsi que le renforcement des mécanismes d'inclusion. A cet égard, il a invité la partie finlandaise à appuyer le Togo dans la mise en œuvre de ce plan, à travers la mobilisation des investisseurs finlandais.

Au séminaire régional sur le contentieux électoral

La validité de la Cour Constitutionnelle de 7 membres a été évoquée

Plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest connaîtront des élections présidentielles cette année, à commencer par le Togo qui ouvre le bal le 22 février prochain. Dans ce cadre, la Cour Constitutionnelle du Togo a institué un séminaire d'échanges et de partage avec les autres institutions sœurs du Bénin, du Burkina Faso, du Niger et du Sénégal. Y ont été associés, les partis politiques, la société civile et les médias du Togo, de même que la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), la Haute Autorité de l'Audiotvisuel et de la Communication (HAAC) et le ministère de l'administration territoriale. Tout a été dit... même la légitimité de la Cour constitutionnelle togolaise à 7 membres au lieu de 9.

Eric J.

Pour l'organisateur, la méconnaissance du rôle des Cours constitutionnelles qui sont en charge de la gestion du contentieux électoral influe sur les processus électoraux dans beaucoup de pays africains. Ceci donne lieu à des controverses voire des violences post électorales qui font douter de la crédibilité desdites institutions.

Il était donc programmé lors de ce séminaire une présentation de la Cour Constitutionnelle du Togo, le contentieux des élections et l'apport des délégués de la Cour dans la gestion du contentieux électoral. Les expériences des institutions impliquées dans le processus électoral, notamment la CENI, la HAAC, et le ministère de l'administration ont été aussi sollicitées.

Consacrée par la Constitution de 1992, c'est l'article 104 qui donne compétence à la Cour Constitutionnelle de connaître et de juger la régularité des consultations référendaires, des élections présidentielles, législatives et sénatoriales. Elle statue sur le contentieux de ces élections et consultations lit-on dans la constitution. L'art 142 du code électoral aussi dispose que : le contentieux des candidatures à l'élection présidentielle (...) relève de la compétence de la Cour Constitutionnelle.

En la matière, la Cour intervient en amont et en aval. En amont, la Cour peut être saisie selon l'article 142 du code électoral en cas de refus d'enregistrement de la candidature d'un postulant. L'article 143 du code électoral fait de la Cour Constitutionnelle l'organe qui peut prononcer l'invalidité d'un scrutin en cas de graves irrégularités de nature à entacher et à affecter la validité du résultat d'ensemble du scrutin.

L'article 62 de la Constitution qui fait obligation à la Cour Constitutionnelle de désigner les médecins assermentés pour la visite médicale connaît des litiges inhérents à ce sujet au cas où un candidat à l'élection présidentielle fait fi de cette décision. C'est aussi elle qui donne les noms des candidats à l'élection présidentielle et peut être saisie par l'un des candidats dans le cas où il y a une erreur matérielle (erreur manifeste dans les calculs par exemple).

En aval, c'est le contentieux après la proclamation des résultats provisoires de la CENI. La Cour Constitutionnelle se prononce sur les griefs soulevés par les candidats. Pour une bonne appréciation du déroulement du scrutin et afin de ne pas se cantonner seulement sur les pièces et documents fournis par la CENI, la Cour Constitutionnelle déploie ses propres délégués sur le terrain le jour du vote. Les rapports

qu'ils dressent permettent à la Cour de faire sa propre opinion du déroulement du vote et des éventuelles irrégularités constatées. L'expérience a commencé en 2013 et a été poursuivie pour l'élection présidentielle de 2015 et les législatives de 2018. Il en sera de même pour le 1^{er} tour de l'élection du 22 février prochain.

Les présidents des autres Cours constitutionnelles du Bénin, du Burkina-Faso, du Niger et du Sénégal ont apporté les expériences vécues dans leurs pays respectifs, exemple à l'appui. On a compris qu'ici comme ailleurs, dans les autres pays, les Cours constitutionnelles cristallisent les attentions et les émotions parce que c'est à elles que revient de désigner le Président de la République. Surtout, la suspicion qui est souvent vilipendé comme s'il était le seul à prendre cette décision. Les membres de la Cour

Constitutionnelle du Togo ont, à cet effet édifié l'assistance sur le travail qui se fait à la Cour où le consensus est recherché. « *Aucun juge ne peut s'abstenir sur une décision à prendre* », a indiqué le professeur Nahm Tchougli, membre de la Cour constitutionnelle du Togo. Il en est de même au Bénin, au Burkina Faso, au Niger et au Sénégal.

Des questions d'actualité sur la composition actuelle de la Cour ont été abordées. Sur la validité de la composition de la Cour qui est actuellement de 7 membres, la constitution ayant prévu 9, le président de la Cour constitutionnelle a indiqué qu'il faut voir le problème sous deux angles : politique et juridique. Le président Aboudou Assouma répond : « *Pour aller à cette élection (présidentielle), certains partis politiques ont soulevé une vieille querelle, qui consistait à dire que dans le temps, nous avons eu un expert séné-*



galais envoyé par l'Union africaine, et qui nous avait proposé 17 membres. Mais le gouvernement à l'époque avait rejeté cette proposition parce que le nombre indiqué par la Constitution est 9 membres. Pour cette élection, il y eu un consensus pour accepter les 7 membres. Et le gouvernement de préciser qu'après la mise en place du sénat, on reviendra aux 9 membres.»

Sur le plan juridique, le professeur Nahm-Tchougli a fait savoir que tous ceux qui ont fait le débat sur la recomposition de la Cour savaient qu'il manquait un élément, c'est le sénat. Donc logiquement, les deux membres du sénat ne figurent pas dans la liste lors de la recomposition de la CENI, parce que le sénat

n'existe pas encore. La question est de savoir si cette formation (les 7 membres) n'est pas conforme à la Constitution ? Pour professeur Nahm Tchougli on ne peut faire les choses qu'en fonction des textes en vigueur. Le texte constitutionnel dit 9 membres, 2 désignés par le sénat. Il n'y pas le sénat, donc en attendant la mise en place du sénat, les 7 membres vont fonctionner selon la loi organique de la Cour, c'est-à-dire, la Cour peut délibérer à raison d'un quorum à la majorité. Si on retient 9, la majorité sera 5 et si c'est 7, comme pour le moment, ce sera 4. « *Jusqu'à, la Cour peut fonctionner normalement* », a-t-il dit. Il faut souligner que le sénat ne peut être mis en place qu'après les élections régionales pour élire les conseillers régionaux.

Bon à savoir, aux termes de l'article 100 de la Constitution, la Cour constitutionnelle est composée de neuf (09) membres de probité reconnue, désignés pour un mandat de six (06) ans renouvelable une seule fois. Deux (2) sont désignés par le Président de la République dont un (01) en raison de ses compétences et de son expérience professionnelle en matière juridique et administrative. Deux (02) sont élus par l'Assemblée nationale, en dehors des députés, à la majorité absolue de ses membres dont un (01) en raison de ses compétences et de son expérience professionnelle en matière juridique et administrative. Deux (02) sont élus par le Sénat, en dehors des sénateurs, à majorité absolue de ses membres dont un (01) en raison de ses compétences et de son expérience professionnelle en matière juridique et administrative. Un (01) magistrat ayant au moins quinze (15) ans d'ancienneté, élu par le Conseil supérieur de la magistrature. Un (01) avocat élu par ses pairs et ayant au moins quinze (15) ans d'ancienneté. Un (01) enseignant-chercheur en droit de rang A des universités publiques du Togo, élu par ses pairs et ayant au moins quinze (15) ans d'ancienneté.

Entreprise spécialisée dans la gestion de la relation client

Interstis Togo démarre ses activités en avril 2020

* A terme, le centre d'appel téléphonique de Lomé va recruter 1.000 personnes.

Le Groupe VIPP Interstis, spécialisé dans les prestations de service après-vente téléphonique, de démarchage et de téléventes téléphoniques, démarrera, le 1^{er} avril 2020, ses activités au Togo. Cette nouvelle structure à Lomé va s'appeler Interstis Togo. L'annonce a été faite par M. Charles-Emmanuel Berc, Président du Groupe, au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue le 30 janvier 2020 à Lomé, en présence de Mme Cina Lawson, ministre des Postes, de l'économie numérique et des innovations technologiques. Peu après, celle-ci fait un tweet : « *notre ambition de faire du secteur des services externalisés, un moteur de création d'emplois stables et de développement de compétences au Togo, est plus que jamais en marche. Merci au VIPP Groupe d'avoir porté son choix sur le Togo.* »

L'ouverture prochaine d'un centre d'appel téléphonique à Lomé, dans le quartier d'Agòè, s'inscrit dans une stratégie d'expansion déployée par le groupe en Afrique subsaharienne, où VIPP Intestis possède déjà, au Bénin et au Cameroun, deux centres d'appel téléphonique employant un total de 3.000 agents. Interstis Togo prévoit, dans un premier temps, de recruter 100 employés en 2020, puis 300 en 2021 et 500 en 2023. A terme, le centre de Lomé accueillera 1000 personnes.

VIPP s'est déjà illustré au Cameroun (depuis 2011) et au Bénin (depuis 2018) par la qualité des condi-

tions de travail que l'entreprise offre à ses salariés. Elle bancarise l'ensemble de ses employés, les inscrit à la caisse de sécurité sociale, et offre encore une série d'avantages à caractère social comme l'accès gratuit à un médecin pour le salarié et sa famille, la vente de médicaments à prix coûtant, la prise en charge à 100% des lunettes, l'accès gratuit à une crèche pour les jeunes mères salariées du groupe, etc. Le recrutement de VIPP se fera intégralement en ligne à l'adresse suivante : recrut_togo@vipinterstis.com (CV, carte nationale d'identité et lettre de motivation).

VIPP Interstis est une entreprise française qui a été créée en 2011 et a pour objectif d'offrir une alternative offshore aux annonceurs français et européens, dans l'externalisation de la gestion de leurs contacts. Selon Charles-Emmanuel Berc, « *le marché togolais offre un bassin d'emplois de très bonne qualité et des infrastructures de haut niveau qui répondent pleinement aux exigences de nos clients ; nonobstant la qualité de l'accompagnement des pouvoirs publics dans nos démarches d'installation.* »

C'est un motif de satisfaction pour le gouvernement togolais qui a fait du secteur des services externalisés un cheval de bataille appelé à jouer un rôle moteur dans la création d'emplois décents et stables pour la jeunesse togolaise ; ceci dans un contexte où les pouvoirs publics ont fait de l'emploi des jeunes, une priorité à



Cina Lawson et Charles-Emmanuel Berc (2^e et 3^e, de la gauche)

l'échelon national. Et pour Mme Cina Lawson, « *cette annonce couronne les efforts du gouvernement dans la mise en œuvre du Plan national de développement (PND 2018-2022), qui, conformément, à son premier axe, ambitionne de faire du Togo, un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région. Au-delà,*

c'est le fruit et le résultat palpable d'un plan ambitieux de développement de services externalisés, mis en place depuis 2018 par le gouvernement, à travers la Cellule de Promotion des Investissements, et qui ambitionne de faire de notre pays un pôle attractif pour ce secteur d'activité grâce à une offre conciliant

qualité des prestations et compétitivité-coût inédit en Afrique. »

Conscient des nombreux avantages qu'offre ce secteur en termes de création d'emplois et de développement de compétences, le gouvernement togolais se fixe pour objectif de créer 5 000 emplois décents et stables dans ce domaine dans les 5 années à venir, en attirant des entreprises spécialisées dans ce secteur d'activité à l'instar de celles opérant déjà au Togo qui ont créé plus de 500 emplois directs, en moins de quatorze mois d'activités.

En 2019, ce sont plus de 30 millions de contacts qui ont transité par les soins du groupe VIPP Interstis.

Rencontres des acteurs francophones de la déficience sensorielle à Lomé

«Kekeli Djama» engagée pour l'inclusion des handicapés

Un atelier d'échange des acteurs de lutte contre la déficience sensorielle en Afrique de l'Ouest francophone en vue du lancement du projet KEKELI-DJAMA (2020-2022) s'est ouvert le lundi 27 janvier 2020 à Lomé, au Togo. Pendant cinq (5) jours, les acteurs du secteur venus du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Burkina-Faso, du Niger, du Mali, de la France et du Togo se sont partagés des connaissances et des méthodologies en faveur de l'inclusion des personnes handicapées sur les lieux de travail et dans la société. Encou-



ragé par l'ambassadeur de France, qui a également félicité le travail des membres du réseau, qui promeut l'égalité de traitement et lutte contre la stigmatisation.

La Mutualité française est engagée pour l'inclusion des personnes handicapées en Afrique de l'Ouest. Elle soutient ainsi un projet de formation des professionnels de la défi-

cience visuelle, le projet « *Kekeli Djama* », dans cinq pays francophones d'Afrique de l'Ouest : le Bénin, le Burkina-Faso, le Mali, le Niger et le Togo. Le projet « *Kekeli Djama* » est mis en œuvre par la Mutualité française d'Anjou-Mayenne avec le soutien de la fondation Macif et de la région Pays de la Loire.

FOOTBALL/DEVELOPPEMENT

Infantino : "Mettre le projet Football africain au centre du monde"

Le Président de la FIFA Gianni Infantino, qui s'exprimait à l'occasion d'un séminaire historique sur le développement des compétitions et des infrastructures du football africain, a souligné son intention de mettre "le projet Football africain au centre du monde".

Hervé A.

Organisé à Rabat (Maroc), cet événement a réuni le Président de la FIFA, son homologue de la CAF, des délégués de chacune des 54 associations membres de la CAF, des légendes du football africain, des représentants du secteur bancaire international et de celui de l'investissement, ainsi que des journalistes. L'objectif était de canaliser l'engagement, la détermination et la passion de tous les acteurs du football africain, afin d'exploiter pleinement tout son potentiel.

Dans son discours aux délégués, le Président de la FIFA a rappelé l'immense marge de progression du football africain, tant sur le plan de la croissance que sur celui de l'expansion. "Notre objectif doit être de placer le projet Football africain au centre du monde. Depuis des années, nous parlons du développement du football africain. Pelé a dit un jour qu'une équipe africaine finirait par remporter la Coupe du Monde de la FIFA. Pourtant, sa prédiction ne s'est pas encore réalisée et tout indique qu'il reste du chemin à parcourir. Aujourd'hui, le moment est venu d'avancer dans la bonne direction."

Le Président de la FIFA a ensuite dévoilé la stratégie FIFA/CAF pour faire progresser le football africain. Celle-ci repose sur trois piliers : l'arbitrage, la mobilisation des investissements et le développement des compétitions.

L'arbitrage

Le premier volet verra la création d'un groupe d'arbitres professionnels, financé et organisé par la FIFA en association avec la CAF. "Les arbitres doivent être au-dessus de tout reproche et pour ce faire, nous devons les protéger", a expliqué le Président de la FIFA. "Nous allons prendre un groupe de 20 arbitres FIFA africains parmi les meilleurs, les accompagner vers la professionnalisation et leur offrir des contrats professionnels, à durée indéterminée. Ils sont les garants des règles du jeu ; à nous de les accompagner et de leur permettre d'être totalement autonomes."

La mobilisation des investissements

En ce qui concerne la mobilisation des investissements, la FIFA et la CAF entendent créer un groupe de partenaires, ainsi qu'un fonds doté d'au moins 1 milliard d'USD, pour construire des infrastructures durables en Afrique. La FIFA veillera à ce que ces financements soient gérés par des procédures transparentes et fiables. "Nous allons mettre au point une proposition qui mobilisera 1 milliard d'USD pour la construction d'au moins un stade de grande



qualité dans chacune des 54 associations membres de la FIFA et de la CAF", a ajouté Gianni Infantino. "Dans les pays qui disposent déjà d'un stade de ce type, les investissements seront redirigés vers d'autres infrastructures."

Le développement des compétitions

Enfin, la FIFA souhaite se tourner vers de nouvelles initiatives pour encourager le développement des compétitions : création d'un championnat du monde des nations pour le football féminin, ac-

celération du rythme des compétitions de jeunes mondiales, création de nouvelles catégories de jeunes, réorganisation de la Coupe d'Afrique des Nations, qui sera disputée tous les quatre ans, et création d'une nouvelle compétition de clubs panafricaine.

Cette dernière proposition, qui émane directement du Président de la FIFA, rassemblerait 20 membres permanents, qui seraient rejoints par un certain nombre de clubs qualifiés via des compétitions régionales. Les membres permanents devraient parti-

ciper au projet en amenant un investissement de 20 millions d'USD par an sur cinq ans, soit un total de 100 millions d'USD. Il leur faudrait également répondre à un certain nombre de critères, comme l'investissement dans le football féminin et le football de jeunes. Une telle compétition pourrait générer des revenus de 3 milliards d'USD sur cinq ans ; elle pourrait également permettre au football africain de conserver quelques-uns de ses meilleurs éléments.

JEUX DE LA FRANCOPHONIE

La France apportera sa pierre

La République démocratique du Congo n'en a jamais fait mystère : elle attend un geste de la France dans la préparation et l'organisation des Jeux de la Francophonie 2021. Ils doivent se dérouler du 23 juillet au 1er août à Kinshasa.

Son attente ne devrait pas être déçue, mais le soutien français s'annonce limité. L'ambassadeur de France en RDC, François Pujolas, l'a expliqué en fin de semaine passée à l'occasion d'un entretien avec le ministre de la Coopération internationale, de l'Intégration régionale et de la Francophonie, Pépín Guillaume Manjolo

: l'apport de la France consistera pour l'essentiel en une assistance technique, notamment dans les domaines logistique et culturel. Pour le reste, la RDC devra sans doute compter sur ses propres moyens et ressources.

A moins de deux ans de l'événement, la préparation tarde à entrer dans le vif du sujet. Le gouvernement congolais a mis en place un Haut conseil pour l'organisation des Jeux de la Francophonie 2021.

Il est composé des représentants des ministères des Sports et Loisirs, de la Jeunesse, des Médias, de la Culture, de la Re-



cherche scientifique, mais aussi de la mairie de Kinshasa, sous l'autorité du ministère de la Coopération internationale et de la Francophonie.

TENNIS

Sofia Kenin 7e mondiale après son titre à Melbourne

Sofia Kenin a évidemment fait la plus impressionnante progression au sein du classement WTA, publié lundi à l'issue de l'Open d'Australie, première levée du Grand Chelem de la saison.

L'Américaine de 21, lauréate de son premier Majeur, est passée de la 15e à la 7e place à la suite de sa victoire en trois sets contre Garbine Muguruza. L'Espagnole, ancienne N.1 mondiale, a grimpé de la 32e à la 16e position.

L'Australienne Ashleigh Barty est, elle, toujours au sommet de la hiérarchie du tennis féminin après avoir atteint le dernier carré de l'Open

d'Australie, son meilleur résultat devant son public. La lauréate de Roland-Garros 2019 affiche 8.367 points et compte une avance confortable sur la Roumaine Simona Halep (6.101 pts), qui a déposé la Tchèque Karolina Pliskova (WTA 3/-1) de la deuxième place. L'Ukrainienne Elina Svitolina est 4e (+1).

Malgré son élimination au 3e tour, la Suissesse Belinda Bencic occupe désormais la 5e place (+2), son meilleur classement en carrière. Elle devance la Canadienne Bianca Andreescu (WTA 6). Blessée au genou, la lauréate du dernier US Open n'a pas pu disputer cette première levée du Grand



Chelem.

La Néerlandaise Kiki Bertens (WTA 8/+2), l'Américaine Serena

Williams (WTA 9) et Naomi Osaka (WTA 10/-6) complètent le top-10. La Japonaise, lauréate de l'Open

d'Australie en 2019, a reculé de six places après son élimination au 3e tour.

Retrait des forces en Afrique

La FIFA a annoncé dimanche 2 février via un communiqué avoir officiellement mis fin à sa mission au sein de la Confédération africaine de football (CAF). Elle aura duré six mois, pendant lesquels la secrétaire générale de l'institution internationale, Fatma Samoura, a occupé le rôle de "déléguée générale pour l'Afrique".

Cette mission avait été imposée par les scandales de corruption au sein de la CAF, révélés l'an passé, concernant notamment son président, le Malgache Ahmad Ahmad. Au terme de cette tutelle de six mois exercée par la FIFA, plusieurs propositions ont été présentées au comité exécutif de la CAF, dimanche 2 février à Rabat.

Parmi elles, la création d'un groupe d'arbitres professionnels, financé par la FIFA en partenariat avec la CAF ; la création d'un fonds d'un milliard de dollars pour investir dans les infrastructures, y compris les stades, dans les 54 associations africaines membres ; mais aussi le projet d'une ligue panafricaine, le développement du football féminin et l'augmentation du nombre de compétitions pour les catégories de jeunes. Un plan de "bonne gouvernance" en 100 points a également été proposé.

Le basket en fauteuil menacé d'exclusion

Le basket en fauteuil sera-t-il rayé du programme des Jeux paralympiques de Tokyo 2020 et Paris 2024 ? La menace est réelle. Le Comité international paralympique (IPC) l'a brandie en fin de semaine passée, au terme d'une réunion de son comité exécutif au siège de l'organisation, à Bonn.

En cause : la Fédération internationale de basket-ball en fauteuil (IWBF) "a échoué à plusieurs reprises à prendre des mesures pour améliorer la conformité de son code de classification des athlètes."

L'IPC lui a donné jusqu'au 29 mai 2020 pour y parvenir. Dans le cas contraire, la discipline serait exclue des deux prochaines éditions des Jeux paralympiques. "Cette classification fait partie intégrante de tous les sports paralympiques, et son non-respect par l'un d'eux pourrait menacer l'intégrité de la compétition", explique Andrew Parsons, le président de l'IPC. Le dirigeant brésilien reconnaît que le basket-ball en fauteuil "est l'un des sports les plus populaires", mais "cela ne signifie pas que l'IWBF est au-dessus des règles."

L'Ariake Arena ouverte au public

Un de plus. Le comité d'organisation des Jeux de Tokyo 2020 annonce avoir très officiellement inauguré un nouveau site de compétition. L'Ariake Arena, destiné à accueillir les compétitions de volley-ball aux Jeux olympiques, puis celles de basket-ball en fauteuil aux Jeux paralympiques (sous réserve que la discipline conserve sa place dans le programme), a été ouverte au public dimanche 2 février.

Plus de 3 000 spectateurs ont pu découvrir l'enceinte à l'occasion d'une inauguration mêlant le sport, la culture et le divertissement. L'Ariake Arena a été construite par le gouvernement métropolitain de Tokyo. Sa construction a été terminée en décembre 2019. Elle peut accueillir 15 000 spectateurs dans sa configuration olympique.

Pendant les Jeux, elle servira pour les tournois masculin et féminin de volley-ball, avec 16 jours de compétition. Après les Jeux paralympiques, elle sera transformée pour devenir une salle multifonction, capable de recevoir des rencontres sportives et des manifestations culturelles. Elle sera rouverte au public en août 2021. Le dernier site permanent encore en construction, le centre aquatique de Tokyo, sera livré aux organisateurs des Jeux avant la fin du mois de février.

Mise en place d'un cadre de concertation des organisations de volontariat au Togo, Les acteurs s'imprègnent des travaux préparatoires

Eric J.

En vue de renforcer le dialogue entre tous les acteurs et organisations de volontariat, créer un lien fort de réflexion, d'échanges et de partage autour des enjeux et défis, initier et participer aux activités de promotion et de valorisation du volontariat, il est envisagé un cadre de concertation des organisations de volontariat. Il s'agit de susciter une plus grande synergie et plus d'impact du volontariat.

À l'Agence Nationale du Volontariat au Togo (ANVT), on fait savoir que le projet de mise en place d'un tel cadre a été lancé depuis 2015 mais n'a pu prendre forme malgré la volonté affichée par les différents acteurs. Depuis, des rencontres et plusieurs travaux ont été menés, notamment la réalisation d'une cartographie des organisations de volontariat en mai 2018 par l'ANVT avec l'appui du Pro-CEMA et restituée aux acteurs concernés, le 2 novembre



2018, à Lomé. « Un premier atelier technique préparatoire à la mise en place dudit cadre s'est tenu en 2019 et a permis l'élaboration d'une note conceptuelle », indique-t-on. Avaient pris part à cette rencontre, les responsables et les représentants de plusieurs organisations et collectifs de volontariat à savoir : ANVT, CAVO, COVOPO, FAGAD, FNRR, Croix-Rouge, France Volontaires, Peace Corps, Volontaires ONU. Cette note conceptuelle a été validée le mois dernier lors d'un atelier avec le même groupe, atelier qui a servi aussi de cadre pour l'élaboration des documents-cadre de la concertation (déclaration, charte, code d'éthique), qui définissent le format, la structuration et l'organisation du Cadre, et en fixe

les principes/règles de fonctionnement et d'animation et d'actualiser la feuille de route et le tableau de programmation des activités de mise en œuvre.

À l'endroit des acteurs du volontariat, l'Agence Nationale du Volontariat au Togo (ANVT), avec l'appui du Programme de Consolidation de l'Etat et du Monde Associatif (Pro-CEMA), vient d'organiser un atelier de partage des conclusions des travaux préparatoires, en vue de la mise en place du cadre de concertation des organisations de volontariat et de les informer de l'initiative, de valider les textes réglementaires et surtout, de susciter leur adhésion à la dynamique.

Après le lancement des travaux

Le nouveau bâtiment principal du marché d'Adawlato attendu dans 18 mois

Late Pater

Sept ans après l'incendie criminel qui a ravagé le principal centre commercial du pays, dans la nuit du 11 au 12 janvier 2013, les travaux de reconstruction du nouveau bâtiment principal du grand marché de Lomé ont été officiellement lancés par la présidente de l'Assemblée nationale, Mme Yawa Djigbodi Tségan, représentant le chef de l'Etat, le 30 janvier 2020. Ils sont entièrement financés par l'Etat togolais à hauteur de 11.489.994.484 francs Cfa. Sur ce plan, c'est un revirement dans la mesure où, jusqu'ici, l'avis d'appel d'offres pour les travaux a été retardé par la recherche du financement auprès des partenaires. « Initialement évalué à environ 7 milliards de francs Cfa, le coût de la reconstruction du marché de Lomé s'est chiffré à environ 22 milliards de francs Cfa suite aux études architecturales et de maîtrise d'œuvre qui ont pris aussi en compte les observations de tous les acteurs. Cet écart important s'explique par la prise en compte totale, par l'étude, des mesures sécuritaires, sanitaires et environnementales », avait précisé le ministre du Commerce en 2017.

Qu'à cela ne tienne, les usagers et les commerçants du grand marché de Lomé (marché d'Adawlato) veulent juste croire que le délai des 18 mois prévu sera respecté. De quoi soulager leurs peines. Il leur est promis un cadre propice aux activités commerciales. Le nouveau bâtiment, qui sera construit sur le même site, va s'étendre sur une surface totale de 8.656 mètres carrés. Les travaux seront caractérisés par la construction d'un bâtiment de type commercial et moderne à cinq niveaux (quatre étages et rez-de-



chaussée). La réalisation consiste à l'installation de chantier, aux terrassements, aux grosses œuvres (fondation, maçonnerie et bétons), à la voirie et réseaux sous ouvrages et étanchéité. Les autres réalisations sont la téléphonie, la plomberie, la climatisation, l'ascenseur et

le réseau incendie. Le nouveau bâtiment sera constitué de 175 boutiques, 107 espaces pour grossistes, 894 kiosques et 105 étals, répartis du rez-de-chaussée au quatrième étage. Soit près de 1.400 locaux, sans oublier le restaurant et un espace pour des événements.

A partir d'un bilan, en milieu urbain, semi-urbain et rural

Les perspectives chiffrées dans le secteur de l'eau en 2020

Ça s'est amélioré dans l'approvisionnement en eau potable. Le taux de desserte au plan national était de 25% en 2005. La même année, il était de 21% en milieu rural, 24% en milieu semi-urbain et 30% en milieu urbain. Après un état des lieux, les priorités ont fait naître plusieurs chantiers avec l'aide des partenaires financiers et techniques, comme le projet d'hydraulique villageoise en milieu rural dans les régions Maritime et des Plateaux, le projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural, le projet d'hydraulique villageoise dans les cinq régions économiques du pays, le projet eau et assainissement en milieu rural, le programme d'appui aux populations vulnérables, etc.

Ainsi, plus de 5.000 nouveaux forages équipés de pompe à motricité humaine ont été réalisés, faisant pas-

ser le nombre de forages à plus de 11.600 forages en 2019 ; 3.200 forages en panes sont réhabilités. Ce qui porte le taux d'accès de 21% en 2005 à 69% en 2019. Sur la même période, le projet d'hydraulique villageoise dans les régions des Plateaux et Maritime et le projet eau et assainissement pour l'atteinte des OMD dans la région Maritime, etc. ont permis de réaliser 221 mini-adductions d'eau potable et de porter le taux de desserte de 24% en 2005 à 49% en 2019 en milieu semi-urbain. En milieu urbain, pour la même cause, des agences de la société togolaise des eaux (TdE) ont été ouvertes pour desservir les populations (de 23 agences en 2005 à 53 agences en 2019 au Togo). Le coût du branchement simple au réseau de la TdE, en milieu urbain, est passé de 100.000 francs Cfa à 75.000 francs

Présidentielle «vingt-vingt»

LE TEMPS DES RÉVÉLATIONS A COMMENCÉ

Agbéyomé étale sa gouvernance sous Gnassingbé Eyadéma

Eric J.

Qu'il fut pénible de l'écouter débiter ces verbiages qui ne convainquent personne, sauf peut-être des novices dans la politique togolaise. Depuis quelques jours, une certaine frénésie a saisi Agbéyomé Kodjo, l'élu de Mgr Kpodzro dont les sorties en étonnent plus d'un. Tel un super héros de la série MARVEL, Agbéyomé pousse des ailes pour aller ramener, tantôt Tikpi Atchadam de son exil dorée, tantôt faire sortir Kpatcha Gnassingbé de prison. Ce n'est pas une annonce d'enfant de cœur, mais de celui qui a toujours cru et dit que son principal bourreau est le même Kpatcha. L'occasion qui lui a été offerte sur une radio mondiale de s'exprimer a tourné aux verbiages.

Pour l'occasion et pour se donner bonne conscience, Agbéyomé affirme que c'est ceux qui ont servi dans l'ancien système qui savent comment ça fonctionne, c'est eux qui sont arrivés au pouvoir dans beaucoup de pays. Donc lui, ancien premier ministre de Gnassingbé Eyadéma et Président de l'Assemblée nationale serait le héros que tout le monde attendrait. Qu'est ce qui se fout le doigt dans l'œil ? Agbéyomé Kodjo. En parlant de ceux qui ont servi dans l'ancien système, pourra-t-il nous dire comment lui, Agbéyomé Kodjo servirait dans l'ancien système pour qu'il l'évoque aujourd'hui comme un atout en sa faveur ? Comediant ! dirait Monseigneur Kpodzro.

Il en existe encore des Togolais qui portent des séquelles et des mauvais souvenirs du service d'Agbéyomé Kodjo dans l'ancien système pour qu'il veuille s'en prévaloir aujourd'hui. Pendant que nous y sommes, peut-il nous édifier sur le fonctionnement de cet ancien système dont il se revendique ? Agbéyomé Kodjo fait le parallèle entre lui et Macky Sall, l'ac-



Messan Agbéyomé Kodjo, Candidat à la présidentielle 2020

tuel président du Sénégal. Ce dernier a-t-il servi son ancien système comme lui il a fait dans son pays le Togo ? Si beaucoup de Togolais l'accusent d'être à l'origine du carnage de Fréau jardin (aujourd'hui place Anani Santos), un mauvais souvenir que tout le pays veut oublier, certains estiment que son image incarne le mal et la malice. Quand Agbéyomé parle de système fraudes massives, à quoi fait-il référence ? A l'élection qui lui a permis de devenir président de l'Assemblée nationale ? Ou au scrutin qui lui a permis à Eyadéma de garder le pouvoir en 1998 ? Le peuple attend plutôt des explications sur le mécanisme de fraudes pour mieux appréhender comment les élections ont été toujours volées.

Le pire dans tout ceci est que l'homme providentiel de l'église catholique version Kpodzro, parle de récriminations, de souffrances et des injustices dans le pays. Oui, il y en a, mais qui les ont régentées ? N'est-ce pas plutôt un moyen pour lui de demander pardon au peuple pour les crimes auxquels il a participé ? Cela ressemblerait mieux le gentleman qu'il prétend

être. En réalité, et malheureusement, tout le monde s'attendait à une campagne civilisée de la part de celui qui a incarné le pouvoir dans tous les sens. S'en prendre aux adversaires politiques pendant une élection, en les traitant d'assassins, de criminels, de voleurs ..., est de l'époque de Mithras. Il faut aujourd'hui proposer un programme cohérent et explicite dans lequel les Togolais vont se retrouver. Le fait est qu'un programme de société n'est pas facile à expliquer aux populations. Du coup, le peu de temps dont on dispose devrait être utilisé à bon escient pour toucher le cœur des Togolais. Pendant qu'on se permet ces investives, l'adversaire pose sa valise quelque part pour se rapprocher des populations.

La campagne électorale va s'ouvrir dans quelques jours. On verra alors l'enthousiasme de la population autour de sa candidature puisqu'il en parle.

Comme dirait un sage d'un village du sud Togo, en temps de disette, ce n'est pas tous les animaux qu'on mange.

Restauration de rue

L'insalubrité, toujours au rendez-vous

Etonam Sossou

Les mets sont mis en consommation, voire consommés sans aucun respect des règles d'hygiène les plus élémentaires, et cela, au vu et au su de tous.

On a l'impression que ces restaurants situés aux abords de nos voies

sont issus d'une autre époque. Il faut manger vite et partir vite : on ne sait jamais. Ici, on sert des plats de toutes sortes qu'on consomme sous le bruit des véhicules, la poussière et les points d'ordures. Pourtant, les clients sont toujours de plus en plus nombreux à s'y restaurer midi, soir et même la nuit. Les tarifs très attractifs

de ces « restos du cœur » charrient chaque jour de nouveaux clients. Auparavant, ces lieux étaient bondés de charretiers, de porteurs de bagages et autres commençants ambulants. Aujourd'hui, la restauration « fast food » (nourriture rapide) attire des consommateurs de tout genre : stagiaires d'entreprise, ca-

dres, apprentis, chauffeurs de taxi... bref toutes les couches sociales s'y précipitent pour se restaurer à moindre frais. Ces restaurants ont pignon sur rue dans les quartiers de Lomé. En effet, sans eux, comment pourrait se nourrir ce nombre incalculable de citoyens sans le sou?

Adzo et Justine gagnent leur vie en improvisant, chaque midi, un restaurant de rue aux alentours d'un hôtel de la place. Elles nourrissent en moyenne 100 clients en proposant de petits plats de riz et « d'akoumè » à 150, 200 et 300 FCFA. Les sauces sont connues des habitués : sauce arachides, sauce « adémè », ou tomate avec du poisson ou de la viande. « Ce n'est pas parce que la nourriture est moins chère qu'elle est de mauvaise qualité. Si vous ne faites pas bien la cuisine, vous perdez

vos clients. C'est vrai qu'avec ce qu'on gagne, tout n'est pas donné sur le marché au niveau des denrées. Mais on joue sur la quantité en fonction de la bourse du client », souligne Justine. Tous les jours, les deux femmes se lèvent à 6 h du matin et finissent de cuisiner à 11 h. C'est dire que les plats sont servis fumants au

resto. Généralement, elles finissent le service à 14h ou entre 16 et 17h quand les clients se font désirer. Dans ce cas, il faudra réchauffer les plats. La plupart des clients semblent satisfaits. « La majorité des femmes chez lesquelles je mange font bien la cuisine : si c'est mauvais, personne ne viendrait, je pense ! Le seul problème, c'est la proximité de la route avec la poussière et les mouches, à cause des ordures », soutient Laurent, un diplômé sans emploi.

Contrairement aux habitués des restos de rue, certains trouvent qu'il est difficile de s'arrêter devant ces plats, encore moins les manger. La qualité et surtout le manque d'hygiène découragent les estomacs les plus affamés. « Madame, regardez vous-même. Ce n'est pas possible de manger ici ! », s'indigne Komi, un chauffeur de taxi en nous montrant une poubelle. Selon lui, les autorités doivent interdire ces restaurants de rue, mais, les professionnels de la santé, eux, préfèrent garder le silence. « Les restaurants de rue rendent d'énormes services aux consommateurs. Mais je pense qu'il faut penser d'abord à la santé. La proximité des bouches d'évacuation, caniveaux et

poubelles est dangereuse pour le client car les mouches sont de puissants vecteurs de maladies typhiques », soutient Anne, une infirmière nutritionniste.

La restauratrice Sidonie entend bien toutes ces critiques, mais elle demande aussi à être entendue : « Ce n'est pas de gaieté de cœur que nous vendons à manger au bord de cette route. Mais que pouvons-nous faire ? Pour éviter de mettre nos clients en danger, nous couvrons nos plats et maintenons nos espaces propres ». « Il faut vivre pour manger et non manger pour vivre », dit-on. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'il faut manger tout ce qui s'offre à nous. Pourtant, il n'est pas rare de voir des vendeuses de pain, de beignet et autres exposer leurs marchandises à l'air libre et sans couverture. Ce qui rend malades ceux qui en consomment. Une veille permanente des organisations de défense de consommateurs et autres structures impliquées permettrait d'éviter les désagréments liés à ce manque d'hygiène. La santé n'a pas de prix, mais un coût. Alors prudence !!!

Selon le ministère du développement à la base

La révolution solaire/hybride est en marche dans les plateformes multifonctionnelles

Late Pater

Le lancement du projet d'hybridation des moteurs diesel des plateformes multifonctionnelles avec système solaire (PHMD-PTFM) a eu lieu le vendredi 31 janvier 2020 à Atakpamé. Tout comme dans le village de Bétoé, situé à 70 km d'Atakpamé, 50 villages du Togo vont bénéficier de l'énergie solaire pour hybrider leurs plateformes multifonctionnelles (PTFM). Pour ce faire, le gouvernement togolais et la Banque ouest africaine de développement (BOAD) ont initié, avec le soutien financier du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), ce projet pour diminuer la dépendance au gasoil (jusqu'à observée) et préserver l'environnement.

Les résultats attendus sont nombreux : entre autres, 50 plateformes multifonctionnelles hybridées avec le système solaire photovoltaïque ; 50 kits de pompage solaire fournis aux communautés bénéficiaires des PTFM pour l'irrigation ou l'approvisionnement en eau potable ; 300 membres des comités de gestion des PTFM formés sur la maintenance



Un moulin qui fonctionne à partir d'une PTFM

des équipements solaires et des pompes ; 100 acteurs nationaux formés sur les énergies renouvelables ; et 100 micro-entreprises rurales développées dans la zone du projet.

Ce projet, d'une durée de trois ans, compte impacter plus de 100 000 personnes dont 52 000 femmes (bénéficiaires directs et indirects). Plus de 53 000 emplois directs et indirects créés ; 400 acteurs nationaux formés sur les énergies renouvelables ; 100 micro-entreprises rurales créées ; la réduction des émissions de gaz à effet de serre ; l'amélioration de l'accès des populations rurales à l'eau potable ;

l'amélioration des revenus des bénéficiaires avec un impact positif sur la santé, l'alimentation, l'éducation, le développement socioéconomique du milieu.

A rappeler que les PTFM ont été mises en place depuis mai 2011, pour répondre aux besoins prioritaires des populations rurales en matière d'accès aux services énergétiques. Déjà, en 2017, le Togo faisait l'expérience de l'hybridation avec succès : 343 PTFM installées (et réparties comme suit : 287 PTFM au diesel, 53 PTFM solaires ; 03 PTFM hybrides), 9 micro réseaux électriques installés et 12 micro réseaux d'adduction d'eau potable.

Programme PSMICO / Sur les fonds propres de l'Etat

Kusuntu doté de latrines et d'un forage photovoltaïque

Le mardi 28 janvier 2020, le directeur de cabinet du Ministère du développement à la base, de l'artisanat et de la jeunesse, Yawotsè Vovor, Assan Kokou Bertin, Préfet de Kloto, Kwasi Kwadzo-Akpotsui, 1^{er} adjoint au Maire de la commune de Kloto 1 ainsi que des Chefs traditionnels ont pris part à une cérémonie d'inauguration des ouvrages socio collectifs de base mis en place par l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB) à Kusuntu, dans la préfecture de Kloto, région des Plateaux, à 130 km au Nord-Ouest de Lomé. Financés à hauteur de 15 millions de francs Cfa par l'Etat togolais, ces ouvrages sont composés d'un (01) bloc latrines et d'un (01) forage photovoltaïque. Les travaux de leur mise en place ont démarré le 20 août 2018, à la suite d'une demande adressée par la communauté à travers son CVD (Comité villageois de développement) à l'ANADEB. Les ouvrages ainsi mis en place devront permettre de créer des conditions



d'hygiène et d'assainissement des quartiers et des lieux publics, explique l'ANADEB.

Cet appui du gouvernement à la communauté de Kloto relève du Programme de soutien aux microprojets d'infrastructures communautaires (PSMICO) piloté par l'ANADEB dans le but d'accompagner le processus de mise en place et de gestion des infrastructures socio collectives des communautés à la base. Il est le fruit de la stratégie d'intervention de l'ANADEB ; une stratégie fondée sur la participation et l'inclusion, le faire-faire, la prise en charge locale, l'identification des potentiels

bénéficiaires sur la base de la carte de pauvreté, la redevabilité, et le partenariat. « C'est également le fruit de la disponibilité et du soutien moral des autorités locales que sont les préfets, les maires et les chefs traditionnels, et notre souhait est que cet élan soit maintenu durablement pour la pérennité des ouvrages », a déclaré dans son message Madame Akuwa Tsolenyanu Afande, représentante de la Directrice générale de l'ANADEB.

L'occasion d'exprimer les gratitude au chef de l'Etat et à l'ensemble du gouvernement.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°579 de LOTO KADOO du 24 Janvier 2020

La LONATO a procédé vendredi dernier à son siège au 580^e tirage de LOTO KADOO.

Le vendredi précédent, Ce sont des lots intermédiaires, c'est-à-dire des lots de moins de 1.000.000F CFA qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs dans toutes les villes du pays

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales.

AVEC LOTO KADOO TOUS LES VENDREDIS, UNE AUTRE FAÇONS DE DEVENIR RICHE !
BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°580 de LOTO KADOO du 31 Janvier 2019

Numéro de base

Numéros bonus

01

26

75

30

32

82

27

LOTO SAM

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°135 DE LOTO Sam du 25 Janvier 2020

Le tirage N°136 du LOTO Sam a eu lieu samedi 1^{er} Février 2020 et a fait naturellement des heureux gagnants.

Lors du précédent tirage de LOTO Sam, ce sont des lots intermédiaires, c'est-à-dire des lots de moins de 1.000.000F CFA qui ont été enregistrés dans toutes les villes du pays.

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Résultats du tirage N°136 de LOTO SAM du 1er Février 2020

Numéro de base

57

49

03

13

44



5 QUESTIONS A...
Awa Nana Daboya
Présidente du HCR/UN

Spoliation d'œuvres littéraires
Une gangrène sournoise
pour les auteurs togolais

SOCIÉTÉ
Le pain mangé au Togo,
un danger permanent



NOVEMBRE 2019 - N°0005

INDICES

PA-LUNION

UNE PUBLICATION DU GROUPE DE PRESSE L'UNION





Climat des affaires
Le Togo crève le plafond
des réformes

Dossier spécial
La Chine du monde et
le monde de la Chine

Programme de Transferts Monétaires:
Que valent les 15000 F.CFA face
aux besoins des populations ?

L'Agroécologie :
Une autre agriculture est possible

On viole encore des albinos au Togo



Togo: 1.500 FCFA - zone CFA: 2000 FCFA - Europe et autres: 6€

INDICES N° 0005

Disponible dans les kiosques